

Le 8 mars n'est pas une commémoration abstraite :
c'est une journée de lutte pour les droits des femmes.

Cette année, nous faisons le choix d'un message clair :
parce que nous sommes syndicalistes, nous sommes féministes.

Dans un contexte où le gouvernement Arizona multiplie les réformes antisociales, cette évidence politique mérite d'être martelée. Les attaques contre les droits du travail, la sécurité sociale et les services publics sont profondément genrées : elles pénalisent d'abord celles qui occupent les emplois les plus précaires, assument l'essentiel du travail de soin et subissent encore les écarts salariaux.

Notre boussole est simple : l'émancipation des femmes. Cela signifie un salaire digne, des droits sociaux, un accès effectif à la santé et une société libérée des violences. C'est précisément ce que les réformes Arizona précarisent.

Un 8 mars de lutte, un syndicalisme féministe

Dire « Syndicalistes donc féministes », ce n'est pas un slogan : c'est un programme d'émancipation. L'égalité réelle passe par le pouvoir de vivre de son travail, des droits sociaux qui ne dépendent ni du couple ni de l'employeur, et des services publics qui libèrent du temps et de la dépendance.

Le 8 mars, nous serons mobilisé-es pour exiger un changement de cap radical. Rejoignez la campagne, diffusez le message, prenez part aux actions : la justice sociale est féministe, et le féminisme est une lutte syndicale

fgtb.be/8mars



#GRÈVE8MARS



SYNDICALISTE DONC FÉMINISTE STOP ARIZONA!



FGTB

Quand les politiques antisociales deviennent antiféministes

Salaires bloqués, inégalités gelées

Le blocage des salaires jusqu'en 2027 freine toute réduction des écarts salariaux — alors que les femmes sont surreprésentées dans certains secteurs essentiels, pourtant sous-payés (soins, nettoyage, commerce, aide à la personne). L'écart salarial reste trop important. C'est un choix politique qui organise la sous-rémunération dans les secteurs et les fonctions où les femmes sont majoritaires.

Nos exigences :

- Une augmentation du le salaire minimum qui tend vers 17 €/h
- Une transposition de la directive européenne sur la transparence salariale

Chômage : vers la dépendance organisée

Limiter les allocations de chômage à deux ans pousse surtout les femmes vers la pauvreté, renforçant la dépendance économique, en particulier pour les cohabitantes pénalisées par un statut précarisé.

Nos exigences :

- Refus de la limitation à deux ans
- Accompagnement individualisé
- Fin du statut de cohabitant.e et droits individualisés

Flexibilisation : la fausse liberté qui enferme

Heures supplémentaires "volontaires", travail de nuit élargi et moins payé, annualisation du temps de travail, accroissement des flexi-jobs : la dérégulation accroît l'imprévisibilité des horaires et la pression sur les travailleuses. Résultat : des carrières hachées, des temps partiels contraints et une conciliation travail-famille toujours plus difficile.

Nos exigences :

- Stabilité d'emploi et horaires prévisibles
- Rémunérations décentes
- Pas de soutien public aux formes d'emploi précaires
- Encadrement de la flexibilité

Sans services publics, pas d'égalité

L'accès à un accueil de qualité pour les enfants et à des services de soins pour les personnes dépendantes est décisif pour favoriser l'emploi des femmes. Sans investissements publics massifs, ce sont encore elles qui réduisent leur temps de travail ou quittent l'emploi.

Nos exigences :

- Refinancement structurel de l'accueil de la petite enfance
- Services de soins accessibles pour tous les proches dépendants

Pensions : une machine à pénaliser les carrières féminines

Durcissement des conditions d'accès à la pension anticipée, norme du « temps plein », bonus-malus, 35 années effectives : ces règles ignorent les carrières interrompues et le temps partiel subis. Elles promettent des pensions plus faibles pour les femmes.

Nos exigences :

- Des conditions de carrière adaptées aux parcours professionnels des femmes
- Pas de pénalisation des périodes assimilées
- STOP au malus pension

Malades de longue durée : la double peine

Renforcer les sanctions et la réintégration forcée vise à faire des économies sur le dos des plus vulnérables — et ce sont encore majoritairement des femmes, souvent responsables des soins familiaux.

Nos exigences :

- Abandon des sanctions
- Parcours de réintégration adaptés et personnalisés
- Extension de la période de salaire garanti

IVG : des droits mis « au frigo »

Mettre en pause l'extension du droit à l'avortement, c'est reculer. Le droit des femmes à disposer de leur corps n'est pas négociable.

Nos exigences :

- Dépénalisation totale
- Délai légal à minimum 18 semaines
- Suppression du délai de réflexion

Violences : la précarité les aggrave

Précariser, c'est exposer. Les politiques Arizona rendent les femmes plus vulnérables face aux violences au travail et dans la sphère privée.

Nos exigences :

- Protection et accompagnement sans condition
- Zéro tolérance pour le sexisme, le harcèlement et toutes les violences au travail
- Reconnaissance et prévention du féminicide



FGTB.BE/8MARS